

J'accepte également l'exactitude manifeste d'une affirmation que renfermait l'éditorial du numéro de lundi dernier du *Times* de New York:

La victoire militaire en Indochine a toujours été un mirage, qui s'éloignait aussi rapidement qu'il était poursuivi. Lyndon Johnson l'a appris à son grand regret, et il est inconcevable que le président Nixon se lance maintenant dans une poursuite semblable.

Cela a pu paraître inconcevable aux yeux de l'éditorialiste du *Times* de New York, mais c'est précisément l'orientation qu'a adoptée l'administration américaine dans le Sud-Est asiatique. Puis-je rappeler à la Chambre que, lorsque cet éditorial a été écrit, le *Times* de New York ne se préoccupait que de l'insinuation selon laquelle les États-Unis expédiaient des armes au Cambodge. Nous faisons maintenant face à une invasion réelle de ce pays. Pourtant, par sa déclaration, le président des États-Unis a adopté une attitude extrêmement dangereuse en préconisant l'intervention des forces américaines. Il s'est lancé dans une intensification massive de la guerre, dont le terme ne peut être prévu. Il menace la paix du monde par ce geste, et il est important que notre Parlement et notre gouvernement le proclament sans ambiguïté.

• (3.10 p.m.)

On peut dire que c'est le passé qui se répète, sauf qu'il s'agit aujourd'hui de jours, et non plus de mois. Les députés se souviendront qu'il y avait, à l'origine, quelques centaines de conseillers militaires américains au Vietnam du Sud. Le président Kennedy a, par la suite, porté le nombre à 15,000. Puis on dépêcha sur les lieux un petit contingent de troupes de combat. Au cours du débat de 1966, auquel je songeais, on a dit que, en 1966, on comptait environ 200,000 soldats, aviateurs et matelots américains stationnés à cet endroit. On en dénombre maintenant entre 400,000 et 500,000, malgré les récents retraits. On nous rapportait, à ce sujet, il y a quelques jours, soit le 28 avril, que les États-Unis avaient fourni du matériel de communication aux Sud-Vietnamiens pour qu'ils puissent envahir le Cambodge. Puis le 30 avril, on nous faisait part des rapports des conseillers et de l'engagement de l'aviation américaine, et, le 1^{er} mai, l'armée américaine de terre pénétrait au Cambodge.

Cette action, monsieur l'Orateur, a provoqué indignation et consternation au Sénat américain et la Chambre des représentants qui n'ont pas caché leur opposition. Tous ceux qui dans cette Chambre accusent les membres du Nouveau parti démocratique de toutes sortes de choses à cause de notre indignation,

de notre consternation et de notre opposition à cette action feraient mieux de se rappeler que le comité des relations étrangères du Sénat américain a condamné, presque à l'unanimité l'action du président. Il y a des millions de personnes dans les États-Unis d'Amérique qui sont consternées et qui s'opposent à ce que le président a annoncé la nuit dernière.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Je pense, monsieur l'Orateur, que cela aiderait beaucoup ces millions d'Américains et de citoyens dans le monde opposés à cette guerre immorale, si nous, en tant que voisin et ami de la nation puissante au sud de la nôtre avions la sagesse et le courage de joindre nos voix à celle de tous ceux qui s'opposent à cette politique. Le sénateur américain Frank Church aurait déclaré: «C'est seulement un premier pas vers un ensemble d'obligations nouvelles qui ne peuvent qu'entraîner un plus grand gâchis et nous amener aux frontières chinoises.» C'est de cette sagesse que devraient s'inspirer les propos de notre ministre et de notre premier ministre (M. Trudeau). Cette décision n'intéresse pas uniquement le Cambodge, mais elle menace la paix mondiale par une escalade de la guerre.

Mettons une chose au point. Dans le cas de l'intervention américaine au Vietnam du Sud, l'administration a fait croire au mythe d'une invitation faite aux Américains par le gouvernement sud-vietnamien. Comme ce gouvernement a été instauré par l'administration américaine, c'est cette dernière qui avait elle-même suscité cette invitation. Mais le gouvernement cambodgien, que l'on suspecte d'avoir été créé grâce à la collaboration des États-Unis, n'avait pas la moindre notion des intentions ou de l'intervention des États-Unis.

D'après les nouvelles qui me sont parvenues, le général Lon Nol, premier ministre du Cambodge, n'a pas été prévenu à l'avance de l'opération et ne l'a connue que par la presse. Il ne savait rien de l'attaque américaine et n'en a été informé par le chargé d'Affaires des États-Unis, M. Lloyd M. Rivers, qu'après le discours du président Nixon. Remarquez, monsieur l'Orateur, qu'il s'agit d'un pays qui vient de subir une invasion par la nation la plus puissante du monde, qui non seulement n'a pas sollicité l'intervention américaine, mais n'en a été informé qu'après que le président Nixon l'eut annoncée hier soir à la radio et à la télévision au peuple américain et au monde entier.

Les Américains sont inexcusables d'avoir agi ainsi. Il n'est pas du tout question qu'ils y aient été invités par le Cambodge. Je dis sans